

[Français]

**LES PRODUITS DANGEREUX**

ON DEMANDE SI LE MINISTÈRE A EFFECTUÉ UNE ÉTUDE SUR LE DANGER DE LA LAINE D'ACIER

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. A la suite de la publication des études européennes qui révèlent que la laine d'acier pourrait être aussi dangereuse que l'amiante, le ministre voudrait-il dire à la Chambre si son ministère a effectué une étude sur ce sujet?

**L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations):** Madame le Président, je remercie l'honorable député de sa question. Je peux l'assurer que les autorités de mon ministère étudient présentement cette question et je ferai rapport à l'honorable député dans les plus brefs délais.

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LA POSITION DU GOUVERNEMENT DANS LE DIFFÉREND CANADO-AMÉRICAIN AU SUJET DE LA FRONTIÈRE SUR LA CÔTE OUEST

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord):** Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle porte sur les négociations frontalières au sujet de la ligne AB sur la partie nord du littoral de la Colombie-Britannique. Un haut fonctionnaire de son ministère aurait fait la déclaration suivante: «Je ne vois pas de lien entre les négociations sur le saumon et celles qui touchent notre frontière avec les États-Unis. Le gouvernement canadien n'acceptera pas de compromettre ses accords commerciaux avec les États-Unis pour une querelle de frontière». Le ministre veut-il confirmer qu'il s'agit bien là de la position du gouvernement canadien dans le différend qui nous occupe?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je déclare, au contraire, que telle n'est pas notre position. Notre gouvernement a toujours établi une nette distinction entre les questions. Nous n'accepterons pas de céder sur une question pour obtenir des gains sur un autre. C'est pour cette raison, notamment, que nous nous sommes si fortement opposés aux propositions en ce sens avancées récemment par les Américains. Quiconque a fait cette déclaration était loin d'énoncer la politique du gouvernement.

LE MAINTIEN DE LA FRONTIÈRE

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse toujours au même ministre. Veut-il confirmer que la position du Canada vise à maintenir une frontière historique qui remonte maintenant à plus de 80 ans?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, en s'exprimant ainsi, je me demande si le député veut exclure les prétentions territoriales

*Questions orales*

que nous pourrions avoir. Il est bien entendu que nous ne songeons aucunement à abandonner nos prétentions traditionnelles, mais nous ne nous limitons pas nécessairement à ces dernières.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

LES DISCUSSIONS AVEC LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN AU SUJET DES PLUIES ACIDES

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Madame le Président, je m'adresse au ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Pourrait-il nous dire quels progrès ont été réalisés lors de la rencontre qu'il a eue avec son homologue américain mercredi dernier, à Washington, au sujet du problème des pluies acides qui touche nos deux pays? Plus précisément, le gouvernement américain va-t-il s'engager comme le gouvernement canadien, à réduire de 50 p. 100 les émissions productrices de pluies acides d'ici 1990?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Madame le Président, les équipes de négociations du Canada et des États-Unis se sont rencontrées la semaine dernière pour discuter du problème des pluies acides. Ces négociations complexes ne sont pas sans poser des difficultés. Lors de cette réunion, nous avons eu l'occasion de présenter les propositions que nous avons élaborées après avoir consulté les gouvernements provinciaux: nous sommes prêts à prendre les mesures nécessaires pour diminuer de moitié les émissions d'anhydride sulfureux d'ici 1990, à condition que les Américains en fassent autant. En ce moment, les dirigeants américains étudient et évaluent ces propositions. Il y a donc eu progrès en ce sens que le gouvernement américain nommera des spécialistes d'ici la fin du mois pour étudier les données scientifiques du problème.

**Une voix:** Pourquoi ne pas dire non tout simplement.

**M. Roberts:** C'est un pas en avant. Les négociations vont se poursuivre et je prévois que nous aurons trois autres rencontres d'ici la fin de cette année. Voilà où nous en sommes.

LA PROMESSE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Compte tenu de la réponse du ministre, et du fait que le département américain de l'Environnement a réduit de 40 p. 100 ses effectifs depuis le 1<sup>er</sup> janvier, ce qui entraîne désormais une baisse marquée des activités de contrôle de l'environnement et montre que le gouvernement américain ne fait que temporiser, le premier ministre voudrait-il nous dire comment il est possible de concilier d'une part la position actuelle du gouvernement américain évoquée par la réponse du ministre et le fait que je viens de signaler avec, d'autre part, la promesse éloquente faite par le président américain, M. Reagan, lors de sa visite de l'an dernier, celle d'une collaboration à 100 p. 100 avec le Canada dans notre lutte commune contre les pluies acides?